



Comptes annuels 2020
du Groupe Ober



RAPPORT DE GESTION

Exercice 2020

Au cours de l'exercice, le Groupe a subi les impacts de la pandémie de la Covid-19 mais a démontré sa capacité à réagir rapidement face à la crise.

Toutes les activités du Groupe ont été pénalisées par la contraction de nombreux marchés finaux - hôtellerie, bureaux, commerce etc. - et la suspension de plusieurs chantiers importants, notamment au premier semestre. L'ensemble Ober, en France, enregistre une forte dégradation de ses performances avec un chiffre d'affaires annuel en baisse de 24 % et un taux de marge opérationnelle à (7,1) % du chiffre d'affaires, contre 5,9 % en 2019. Stramiflex, en Tunisie, enregistre des performances similaires avec un chiffre d'affaires annuel en diminution de 23 % et un taux de marge opérationnelle à (8,2) % du chiffre d'affaires, contre 8,3 % en 2019.

Malgré un contexte difficile, le Groupe a réussi, tout au long de l'exercice, à assurer la continuité de ses opérations en faisant de la protection sanitaire des collaborateurs, clients et partenaires la principale priorité. Afin de faire face à une situation de marché dégradée, le Groupe a mis en œuvre les mesures nécessaires pour réduire ses coûts, en ayant recours aux dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics, et a renforcé la solidité de sa structure financière grâce à une gestion rigoureuse de sa trésorerie et la cession d'un actif immobilier non stratégique à Saint-Ouen en novembre.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020



Au cours de l'exercice écoulé la société a vu son chiffre d'affaires décroître de 27,2 %. La marge sur coût matière est en baisse de 4 points à 59,91%. Le résultat d'exploitation (- 676 K€) est en forte baisse tout comme le résultat net social. Cette évolution est directement liée à la crise sanitaire.

Les orientations de développement demeurent inchangées : accélération des lancements de nouveaux produits éco-conçus sur le marché français et mise en place de nouveaux collaborateurs et agents à l'export.

OBER	2 019	2 020
Compte de résultat Social		
Chiffre d'affaires net	20 090 865 €	14 632 504 €
Total produits d'exploitation	20 124 768 €	15 275 687 €
Total charges d'exploitation	19 007 067 €	15 951 575 €
Résultat d'exploitation	1 117 700 €	- 675 888 €
Résultat financier	52 367 €	131 367 €
Résultat courant avant impôts	1 170 067 €	- 544 521 €
Résultat exceptionnel	488 €	- 417 935 €
Impôts sur les bénéfices	96 504 €	- 61 931 €
Bénéfice ou Perte	1 074 051 €	- 900 525 €



Marotte est désormais sans activité. Le fait marquant de l'exercice écoulé est la cession du terrain de Saint Ouen. Depuis lors le siège social a été transféré dans les locaux d'Ober. Une TUP au profit d'Ober devrait être faite au cours de l'exercice 2021.

MAROTTE	2 019	2 020
Compte de résultat Social		
Chiffre d'affaires net	748 422 €	100 464 €
Total produits d'exploitation	55 880 €	- 178 815 €
Total charges d'exploitation	440 303 €	563 672 €
Résultat d'exploitation	- 384 423 €	- 742 487 €
Résultat financier	- 47 989 €	- 42 759 €
Résultat courant avant impôts	- 432 412 €	- 785 246 €
Résultat exceptionnel	155 367 €	10 554 032 €
Impôts sur les bénéfices		1 935 059 €
Bénéfice ou Perte	- 277 045 €	7 833 727 €

OBER

Le 19 octobre 2017, Ober a procédé à l'acquisition de Concrete LCDA, société spécialisée dans la production de surfaces décoratives en béton allégé.

Créée en 2010, Concrete LCDA est devenu en quelques années une entreprise reconnue internationalement pour ses innovations dans le béton pour l'architecture d'intérieur. Implantée en France près d'Angers sur un ensemble industriel de 7.450 m², la société structure son offre autour de trois marques principales.

- **Beton Lege®** : avec ce procédé, Concrete LCDA accompagne architectes et designers dans la création de mobiliers design sur mesure. Les structures composites allégées en béton fibré de *Beton Lege®* permettent de diviser en moyenne par trois le poids des pièces en béton.
- **Panbeton®** : un panneau mural innovant en béton, ultraléger et facile à poser. Lancée en 2012, cette marque en fort développement est riche de plusieurs collections haut de gamme, signées par des designers renommés tels que *Ora-Ito, Matali Crasset, Jean-Marie Massaud ou Jean Philippe Nuel*.
- **Slimbeton®** : une nouvelle génération de panneaux muraux en béton allégé de 7 mm d'épaisseur et à prix compétitif. Ce produit innovant, en cours d'industrialisation, doit permettre de toucher une cible plus large de clientèle.

Concrete LCDA a été moins fortement impactée que les autres sociétés du Groupe par la crise. Le second semestre a permis de diminuer la perte constatée au 30 juin.

CONCRETE LCDA

Concrète LCDA	2 019	2 020
Compte de résultat Social		
<i>Chiffre d'affaires net</i>	5 040 761 €	4 600 264 €
<i>Total produits d'exploitation</i>	5 586 640 €	4 308 991 €
<i>Total charges d'exploitation</i>	5 313 988 €	4 416 518 €
<i>Résultat d'exploitation</i>	272 652 €	- 107 527 €
<i>Résultat financier</i>	517 €	- 14 598 €
<i>Résultat courant avant impôts</i>	273 169 €	- 122 125 €
<i>Résultat exceptionnel</i>	3 347 €	743 €
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	69 172 €	- €
<i>Bénéfice ou Perte</i>	207 344 €	- 121 381 €

En Tunisie, Stramiflex a été très fortement touchée par la crise avec notamment une fermeture totale de plus d'un mois. Les résultats s'en ressentent fortement.

Stramiflex	2 019	2 020
Compte de résultat Social		
<i>Chiffre d'affaires net</i>	13 179 872 €	10 261 628 €
<i>Total produits d'exploitation</i>	13 196 953 €	10 157 195 €
<i>Total charges d'exploitation</i>	12 477 957 €	10 863 695 €
<i>Résultat d'exploitation</i>	718 996 €	- 706 500 €
<i>Résultat financier</i>	- 546 038 €	- 497 347 €
<i>Résultat courant avant impôts</i>	172 958 €	- 1 203 847 €
<i>Résultat exceptionnel</i>	3 337 €	5 623 €
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	41 162 €	- 251 503 €
<i>Bénéfice ou Perte</i>	135 134 €	- 946 721 €

Oberflex (Tunis)

Cette société de négoce créée en janvier 2011 est dotée d'un capital de 150 000 dinars et est détenue à hauteur de 98,7%. C'est une SARL de droit tunisien, totalement exportatrice et non résidente, elle est régie par le code tunisien des sociétés commerciales et la législation tunisienne des sociétés de commerce international.

Bien que son activité ait été en forte contraction elle demeure rentable en 2020.

Oberflex (Tunis)	2 019	2 020
Compte de résultat Social		
<i>Chiffre d'affaires net</i>	873 799 €	551 217 €
<i>Total produits d'exploitation</i>	873 799 €	551 217 €
<i>Total charges d'exploitation</i>	480 103 €	451 354 €
<i>Résultat d'exploitation</i>	393 697 €	99 863 €
<i>Résultat financier</i>	- 45 133 €	14 934 €
<i>Résultat courant avant impôts</i>	348 564 €	114 797 €
<i>Résultat exceptionnel</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	122 €	63 €
<i>Bénéfice ou Perte</i>	348 442 €	114 735 €

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Ober inc (Etats Unis)

Cette société de négoce créée en aout 2013 est dotée d'un capital de 5 000 \$ et est détenue à 100% par Ober.

Ober Inc (Etats Unis)	2 019	2 020
Compte de résultat Social		
<i>Chiffre d'affaires net</i>	283 073 €	240 396 €
<i>Total produits d'exploitation</i>	283 073 €	240 396 €
<i>Total charges d'exploitation</i>	265 688 €	224 233 €
<i>Résultat d'exploitation</i>	17 405 €	16 163 €
<i>Résultat financier</i>	- 2 873 €	- 3 915 €
<i>Résultat courant avant impôts</i>	14 532 €	12 248 €
<i>Résultat exceptionnel</i>	- 96 €	- 150 €
<i>Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Bénéfice ou Perte</i>	14 436 €	12 098 €

AUTRES ÉLÉMENTS DE GESTION

FILIALES ET PARTICIPATIONS

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
MAROTTE	100.00 %	5 950 K€	7 834 K€
STRAMIFLEX*	59.89 %	6 765 K€	-1 158 K€
OBERFLEX (TUNISIE)*	98.67%	180 K€	115 K€
LCDA	100.00 %	861 K€	- 121 K€
OBER Inc (USA)*	100.00 %	75 K€	12 K€
TRIBOIS (sans activité)	100.00 %	NC	NC
OBERFLEX INC (sans activité)	100.00 %	NC	NC

(* Ces données chiffrées sont issues des comptes contributifs convertis au taux de clôture de l'exercice pour les capitaux propres et au taux moyen de l'exercice pour le résultat.

RESSOURCES HUMAINES

Au 31 décembre, les effectifs du groupe par catégorie se répartissaient de la manière suivante :

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Au 31/12/2020			
Cadres	36	15	51
Agents de maîtrise	37	13	50
Employés	33	25	58
Ouvriers	207	28	235
TOTAL	313	81	394

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Evolution des effectifs du groupe:

<i>Effectifs</i>	<i>Au 30/06</i>	<i>Au 31/12</i>
2018	430	430
2019	430	431
2020	422	394

Répartition des effectifs d'Ober:

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Au 31/12/2020			
Cadres	23	9	32
Agents de maîtrise	1	0	1
Employés	9	18	27
Ouvriers	43	22	65
TOTAL	76	49	125

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

EVOLUTION DU COURS ET DES VOLUMES

Ober est cotée sur le marché Euronext Growth depuis le 29 juin 2006.

L'évolution du cours et des volumes au cours de l'exercice 2020 a été la suivante :



Cours moyen : 7,29 € (vs 10€ en 2019, 12,47 en 2018, 13,19 en 2017, 9,45 € en 2016, 10,12 € en 2015, 12,03 € en 2014, 10,88 € en 2013 et 8,83 € en 2012);

Volume moyen : 294 titres/jour (vs 243 en 2019, 412 en 2018, 487 en 2017, 323 en 2016, 193 en 2015, 432 en 2014, 272 en 2013, 406 en 2012, 401 en 2011, 238 en 2010 et 167 en 2009).

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

ACTIONNARIAT (au 31 décembre 2020)

<i>Actionnaires</i>	<i>Actions</i>	<i>%</i>	<i>Droits de vote</i>	<i>%</i>
<i>OBER Finances</i>	739 383	51,29%	1 460 055	57,26%
<i>BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT</i>	386 191	26,79%	772 382	30,29%
<i>Monsieur Bruno de Montalembert</i>	1	0,00%	2	0,00%
<i>Monsieur Clément Lescanne</i>	1	0,00%	2	0,00%
<i>Monsieur Etienne de La Thébeaudière</i>	25	0,00%	50	0,00%
<i>Monsieur Jean Ducroquet</i>	25	0,00%	50	0,00%
<i>Monsieur Gilles Vedel</i>	25	0,00%	50	0,00%
<i>NAXICAP PARTNERS SA</i>	1	0,00%	2	0,00%
<i>Monsieur Benoit Voinot</i>	1	0,00%	2	0,00%
<i>Monsieur Pierre Marie Henin</i>	1	0,00%	1	0,00%
<i>Monsieur Paul Morel</i>	5	0,00%	10	0,00%
<i>Monsieur William Vancassel</i>	60	0,00%	120	0,00%
<i>Monsieur Benjamin Vermeulen</i>	38	0,00%	38	0,00%
<i>Madame Anne-Marie Panel</i>	380	0,03%	760	0,03%
<i>Monsieur Philippe Jaumain</i>	280	0,02%	560	0,02%
<i>Monsieur Yves Meunier</i>	700	0,05%	1400	0,05%
<i>Monsieur Bertrand Lenoir</i>	6	0,00%	6	0,00%
<i>Monsieur Eric Jutice</i>	55	0,00%	55	0,00%
<i>Monsieur François Lescarret</i>	20	0,00%	20	0,00%
<i>Monsieur Jean Luc Charobert</i>	100	0,01%	100	0,00%
Public	314 317	21,80%	314 317	12,33%
TOTAL	1 441 615	100%	549 982	100%

MONTANT GLOBAL DES CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT (visé à l'art 39-4 du CGI)

Ober, Marotte et LCDA : 75 372 €.

MONTANT DES DIVIDENDES MIS EN DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Au cours des trois derniers exercices, il a été distribué à titre de dividendes, 1 009 130 € au titre de l'exercice 2017 et 720 807 € au titre de l'exercice 2018 et 0 € au titre de l'exercice 2019.

PRISE DE PARTICIPATION OU PRISE DE CONTROLE

Néant

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

RECAPITULATIF DES OPERATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS ET PERSONNES ASSIMILEES

Néant

INFORMATION RELATIVE AU CONTRAT DE LIQUIDITE

Au titre du contrat de liquidité portant sur les actions de la société OBER SA (FR0010330613 – ALOBR FP) confié à Louis Capital Markets UK LLP, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité ouvert dans les livres d'Oddo BHF SCA à la date du 31/12/2020 :

- 4.106 titres
- 21.407,85 Euros en espèce

Au cours du 2nd semestre 2020, il a été négocié un total de :

ACHAT	12 065 titres	188 502,50 EUR	232 transactions
VENTE	13 684 titres	216 164,30 EUR	225 transactions

Il est rappelé que lors du bilan semestriel du 30/06/2020, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 4 551 titres
- 20 28,65 Euros en espèce

Il est rappelé que lors de la mise en place du nouveau contrat de liquidité au 20/03/2019, les moyens suivants ont été mis à disposition :

- 4.643 titres
- 20.413,41 Euros en espèce

ACTIVITE DE R&D

Les dépenses directes de R&D engagées en 2020 ont représenté 270 K€ contre 331 K€ en 2019.

ENVIRONNEMENT

OBER est confronté à une problématique de gestion de ses déchets et rejets. Un Responsable de l'environnement est en charge de ce sujet. La société est visitée régulièrement par les organismes de contrôle. Le dossier de renouvellement ICPE qui avait été déclaré non conforme en 2010 a de nouveau été déposé en 2011; considéré comme conforme, il a été soumis à enquête publique, laquelle a conclu positivement. Les services de l'Etat ont demandé à Ober de procéder à l'installation d'un filtre à poussières afin d'abaisser le seuil de rejets de ces dernières. Cet investissement a été installé au cours du second semestre 2015. Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 13 mars 2017.

La société Stramiflex exerce une activité soumise à autorisation. Celle-ci a été mise à jour en 2010. Stramiflex est également certifiée ISO 14000 et pefc.

ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Au 31 décembre 2020, la société n'a pas connaissance d'une participation des salariés au capital supérieure à 3%. La dernière proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L443-5 du Code du Travail a été faite lors de l'assemblée générale du mois de juin 2019.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS ET CREANCES CLIENTS PAR DATE D'ECHEANCE

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D.441 I.-1°: Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.-2°: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	6	X				18	6	X				45
Montant total des factures concernées (TTC)	1 041	82 126	-2 079	1 668	23 911	105 627	38 398	30 752	17 791	5 207	40 669	94 420
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	0,01	1,04	-0,03	0,02	0,30	1,33	X					
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)	X						0,27	0,22	0,12	0,04	0,29	0,66
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	p Délais contractuels r Délais légaux						p Délais contractuels r Délais légaux					

Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (tableau prévu au II de l'article D.441-4)

	Article D.441 II. : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D.441 II. : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	2068	X				841	3982	X				650
Montant cumulé des factures concernées (TTC)	4 596 436	2 777 428	441 714	71 015	42 660	3 332 817	11 277 497	2 296 988	358 240	168 083	148 967	2 972 277

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Pourcentage du montant total des factures reçues dans l'année (TTC)	57,97	35,03	5,57	0,90	0,54	42,03						
Pourcentage du montant total des factures émises dans l'année (TTC)							79,14	16,12	2,51	1,18	1,05	20,86
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	p Délais contractuels r Délais légaux						p Délais contractuels r Délais légaux					

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

- Risque lié au poids de certains clients

OBER ne connaît pas de dépendance commerciale vis-à-vis de ses principaux clients. Aucune tendance ne laisse à penser que la dépendance d'OBER vis à vis d'un client vienne à s'accroître au point de fragiliser la position d'OBER.

L'essentiel de la clientèle est constitué de grossistes dans le secteur des matériaux de construction.

- Risque de dépendance des fournisseurs

Aucun fournisseur ne peut placer OBER dans une éventuelle situation de dépendance.

Les achats se répartissent en quatre catégories :

- le placage,
- les autres matières premières,
- les utilités,
- divers

Pour les autres matières premières, les deux plus gros postes correspondent au cœur de l'Oberflex (noyau) et à sa couche de protection (surfaçage). Ces deux postes représentent 1M€ d'achats annuels. Pour chacun des produits il y a trois fournisseurs référencés. Ils font partie de groupes mondiaux.

Le fournisseur d'utilités est EDF.

Le reste regroupe des achats du type transport, assurances, réalisation des échantillons, conception et impression de documents commerciaux, frais de commissariat aux comptes et d'avocats.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Le risque de dépendance est donc jugé faible.

- Risque lié aux stocks

OBER procède à une gestion de ses stocks au plus près des commandes. Les stocks sont gérés automatiquement par informatique (Microsoft AX), des inventaires physiques tournants ont lieu mensuellement. Des inventaires physiques complets ont lieu deux fois par an (en présence du commissaire aux comptes en décembre). Il n'y a donc pas de risque significatif en la matière.

- Risque lié à la saisonnalité de l'activité

Il y a une faible saisonnalité dans l'activité d'OBER. Le chiffre d'affaires enregistré aux mois d'août et de décembre est toutefois plus faible que les autres (fermetures annuelles).

- Risque de non-paiement

Il est faible 95% du poste clients bénéficie de la couverture COFACE.

Le contrat de couverture COFACE est une assurance-crédit standard. Les risques couverts sont :

- insolvabilité (de droit ou de fait) du débiteur,
- carence pure et simple du débiteur,
- risques politiques et catastrophiques tel qu'un moratoire général édicté par le gouvernement du pays du débiteur, la survenance hors de France d'une guerre, inondation...,
- les risques de non transfert.

OBER et Marotte ont délégué à leur Factor le bénéfice de cette assurance.

Stramiflex bénéficie également d'une couverture fournie par la Coface. En outre, la direction générale fait un point quotidien sur ces questions et décide au cas par cas d'accorder des délais de règlement en fonction de la solvabilité des clients. Dans certains cas il leur est demandé de fournir des garanties (cautions personnelles, nantissements, hypothèques...).

- Risques liés à l'environnement

OBER est confronté à une problématique de gestion de ses déchets et rejets. Un Responsable de l'environnement est en charge de ce sujet. La société est visitée régulièrement par les organismes de contrôle.

-Assurances et couverture de risques

La Société a mis en œuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés, et continuera à appliquer la même politique dans le cadre du développement futur de son activité. Les polices d'assurance souscrites par la Société contiennent les exclusions et plafonds de garantie ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

-Risque de taux

La société OBER considère être faiblement exposée au risque de taux d'intérêt.

-Risque de liquidité

La trésorerie et les facilités bancaires sont suffisantes pour faire face aux besoins de l'entreprise. Les perspectives d'activité permettent à la société de considérer qu'elle pourra maintenir la trésorerie sur l'ensemble de l'exercice.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

- Risque de change

La Société Ober est exposée à un risque de change, certains achats étant effectués en \$. Toutes les factures de vente sont libellées en euros.

La société Stramiflex est également exposée à un risque de change, une part significative de ses achats étant effectuée en euros.

- Risques liés aux systèmes et à l'infrastructure

La totalité des systèmes et des infrastructures ont fait l'objet d'efforts actualisés majeurs garantissant la meilleure performance possible.

Les données figurant sur les disques durs des collaborateurs sont automatiquement sauvegardées sur le serveur central tous les matins. Les données informatiques figurant sur ce serveur sont sauvegardées tous les jours sur une bande entreposée dans un coffre ignifugé. La société réalise également, une fois par semaine, une sauvegarde complète du système informatique. Cette sauvegarde est stockée dans un coffre se situant dans un bâtiment différent du premier. La société bénéficie en outre d'une assurance reconstitution de logiciels.

- Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés

OBER a fondé son développement sur une équipe de collaborateurs. Dans le cadre de la norme 9001 V2000, les procédures ont été définies et formalisées pour chacune des fonctions de l'entreprise afin d'être en mesure de pallier à l'indisponibilité momentanée ou prolongée de l'un des dirigeants et/ou de tout collaborateur. Une assurance homme clef existe pour les trois principaux cadres dirigeants.

-Risques sanitaires liés à une épidémie ou pandémie entraînant une diminution de l'activité du Groupe.

Le Groupe OBER est doté d'un plan de continuité d'activité et d'un plan de reprise d'activité (PCA / PRA) permettant de préserver tout ou partie de ses ressources et de faire face à différents scénarii de crises. Ces risques sont suivis par la Direction Générale et le cas échéant font l'objet de cellules de crises dédiées.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

MODE DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration de la société a opté pour un cumul des fonctions de Président et de Directeur Général.

Le Président du Conseil d'Administration représente la société dans ses rapports avec les tiers sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration. Dans la limite de l'objet social, il est investi, en sa qualité de Directeur Général, des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toute circonstance.

Toutefois, à titre de mesure d'ordre intérieur inopposable aux tiers, le Directeur Général devra recueillir l'autorisation préalable du Conseil d'Administration pour toutes décisions relatives :

- aux achats ou ventes d'actifs d'une valeur supérieure à 1 000 000 €;
- aux investissements ou désinvestissements excédant un montant de 1 000 000 € ;
- aux prises de participation d'un montant supérieur à 1 000 000 € par opération.

Le Conseil d'Administration, conformément aux statuts, se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Durant l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois. Le taux de présence des administrateurs a été de 79 %.

Le Conseil d'Administration est actuellement constitué de six membres. Les vérifications concernant le cumul des mandats ont été faites auprès des administrateurs concernés. Aucun d'entre eux ne détient un nombre de mandats excédant les limites visées les articles L225-21 et L 225-94 du Code de Commerce.

Les administrateurs ont été convoqués principalement par courrier électronique entre 5 et 15 jours avant la date des conseils.

Conformément à l'article L225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions des conseils qui arrêtent les comptes annuels et semestriels. Les représentants du Comité d'Entreprise ont été convoqués à toutes les réunions.

Les réunions se sont déroulées au siège de la société ou en visioconférence. Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur ont été communiqués en temps utile, généralement en même temps que la convocation.

Les procès-verbaux sont réalisés et reportés sur les registres du Conseil. Par ailleurs, un registre des présences est tenu à jour.

Le Conseil d'Administration n'a pas défini de règle de fonctionnement servant à déterminer les rémunérations et les avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

MANDATAIRES SOCIAUX : AUTRES MANDATS EXERCES

	<i>Nature du mandat</i>	<i>Sociétés</i>
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président Directeur Général</i>	SA OBER
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	SAS OBER PARTICITIONS
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	SAS OBER FINANCES
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	SAS MAROTTE
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	LCDA
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président du Conseil d'Administration</i>	SA Stramiflex (Tunis)
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Co-Gérant</i>	Oberlfex (Tunis)
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>CEO</i>	Ober Inc
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Co-Gérant</i>	SC VDM
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Administrateur</i>	SA Stramiflex (Tunis)
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	LCDA
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Executive Vice Président</i>	Ober Inc
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Gérant</i>	SC PND
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Administrateur</i>	Maison Interbois
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Président Directeur Général</i>	SA Stramica (Tunis)
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Président Directeur Général</i>	STIB (Tunis)
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Président du Conseil d'Administration</i>	Comptoir National Tunisien (Tunis)
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Gérant</i>	Stramica Immobilière
<i>Jean Ducroquet</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Jean Ducroquet</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	Magforce International
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	ILP
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	Sadépar
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Directeur Général</i>	Fonds Lorrain de Consolidation
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Membre du Conseil de Surveillance</i>	Probiolac
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Administrateur</i>	Genclis
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Administrateur</i>	FIGENIE
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Gérant</i>	Pimit SARL
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Membre du Directoire</i>	Pacifico SA
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Co-Gérant</i>	Foncière Volnay Saint Aubin SARL
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Euro Blue Power SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Logelis SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Hydro Riou SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Hydro Oisans SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Administrateur</i>	Jocatop SA
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Administrateur</i>	Ison Holding (Luxembourg)

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Néant

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Convention nouvelle

- Le Conseil, lors de sa séance du 1^{er} octobre 2020 a autorisé Monsieur Etienne de La Thébeaudière a régulariser un acte de caution d'un montant de 1 650 000 € au profit du CIC en garantie d'un emprunt de la société Marotte. Au 31 décembre 2020, le montant du par Marotte au CIC était de 1 000 000 €. A la date de rédaction du présent rapport, cet emprunt est entièrement remboursé.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SAS Marotte

Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Marotte de financer son activité.

Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé et qui seront soumises au Conseil d'Administration pour leur examen annuel

-Convention de compte courant, signée avec la société OBER Finances le 23 décembre 2004. Cette convention ne prévoyait pas de rémunération. Ce dernier point a été modifié au moyen d'une nouvelle convention signée le 4 septembre 2006. La convention prévoit une rémunération de 4 % par an. Au 31.12.2020 Ober Finances doit 139 484 € à Ober.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SAS Ober Finances

Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Ober et Ober Finances de financer leurs activités.

-Une convention de compte courant d'Ober à Stramiflex signée le 11 mai 2010.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration d'Ober le 1^{er} avril 2010.

La convention prévoit une rémunération annuelle Euribor +1,9

(encours au 31.12.2020: 316 067 €).

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SA Stramiflex

Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son BFR.

-Convention de compte courant entre Ober et sa filiale Oberflex Tunis (CA du 9 juin 2011). Les sommes portées aux comptes courant sont rémunérées au taux annuel de 4%. Au 31.12.2020 Ober devait 177 384 € à Oberflex Tunis.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Co-Gérant de la SARL Oberflex

Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Oberflex de financer son activité.

-Une caution au profit de l'UBCI destinée à garantir le financement par escompte accordé à sa filiale Stramiflex a été mise en place le 31 octobre 2018.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration d'Ober le 8 octobre 2018.

Le cautionnement a été délivré en garantie du paiement et du remboursement de 60% des sommes en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, que le Stramiflex doit ou devra à la banque au titre de la ligne Factoring, dans la limite de 600 000 dinars.

Le montant du financement accordé à Stramiflex au 31.12.2020 était de 516 701 dinars.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SA Stramiflex.

Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son activité.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

RÉSULTAT FINANCIER 2020

Groupe OBER : Compte de résultat consolidé au 31/12/2020

Groupe Ober (en milliers d'euros)	2 020	2 019
Chiffre d'affaires	28 643	37 503
Total produits d'exploitation	28 596	37 627
Total charges d'exploitation	30 747	35 154
Résultat d'exploitation	-2 151	2 473
Résultat financier	-876	-1 010
Résultat courant des entreprises intégrées	-3 027	1 464
Résultat exceptionnel	10 142	7
<i>Impôts sur les bénéfices & participation</i>	1 607	109
Résultat net des sociétés intégrées	5 509	1 362
Part revenant aux minoritaires	-394	164
Résultat - Part de groupe	5 903	1 197

Le Groupe réalise en 2020 un chiffre d'affaires de 28,6 M€, en repli de 24 % (-8,9 M€) par rapport à 2019. L'activité a été plus lourdement touchée au deuxième trimestre, en raison des conséquences du premier confinement, avant de se redresser progressivement au second semestre avec l'allègement des mesures de restriction et la reprise de certains chantiers.

L'EBITDA (somme du résultat d'exploitation et des dotations aux provisions et amortissements, tels qu'ils sont présentés au compte de résultat consolidé) du Groupe recule de 4,8 M€ par rapport à 2019 pour s'établir à (1,2) M€ en 2020. Il est affecté par la contraction des volumes vendus et la baisse de la productivité subséquente. Les charges opérationnelles (avant provisions et amortissements) diminuent de 4,2 M€ sur l'ensemble de l'exercice, principalement grâce à la réduction des frais commerciaux, généraux et administratifs et à l'activation des aides publiques (chômage partiel notamment) qui ne seront pas récurrentes. Après des dotations aux provisions et amortissements en baisse de 0,2 M€, le résultat d'exploitation s'établit à (2,1) M€, contre 2,5 M€ un an plus tôt.

Le résultat net consolidé du Groupe présente un bénéfice de 5,5 M€, en forte augmentation par rapport à 2019. Il intègre un résultat exceptionnel principalement constitué de la plus-value de cession d'un actif immobilier non stratégique. Il comprend enfin une charge fiscale en augmentation à 1,6 M€ (0,1 M€ en 2019) et des frais financiers en baisse à 0,9 M€.

Après déduction de la part des minoritaires, le résultat net part du Groupe s'élève à 5,9 M€, en progression de 4,7 M€ par rapport à 2019.

BILAN

La situation du bilan consolidé (en K€) au 31.12.2020 est la suivante

Groupe OBER : Bilan consolidé au 31/12/2020

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019	PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF IMMOBILISÉ			CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	907	1 029	Capital	2 062	2 062
Fonds commercial et écart d'acquisition	5 936	5 992	Primes	5 308	5 308

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

Immobilisations corporelles	5 268	7 748	Réserves consolidées	6 835	6 681
Immobilisations financières	654	615	Ecart de conversion	-2 448	-2 051
			Résultat part de groupe	5 903	1 197
			<i>Total part de groupe</i>	17 660	13 197
			Intérêts minoritaires	3 111	3 687
TOTAL	12 764	15 384	TOTAL	20 771	16 885
ACTIF CIRCULANT			Provisions	412	255
Stocks et encours	14 649	16 581	DETTES		
Clients et comptes rattachés	2 999	3 414	Emprunts et dettes financières	12 812	13 855
Impôt différé	83	76	Fournisseurs et comptes rattachés	3 425	2 971
Autres créances	1 593	1 390	Impôt différé	377	1 115
Valeurs mobilières de placement	1 195	1 200	Dettes sociales et fiscales	4 803	2 307
Disponibilités	9 977	942	Autres dettes	766	1 542
TOTAL	30 496	23 602	TOTAL	22 595	22 045
Compte de régularisation			Compte de régularisation		
Charges constatées d'avance	106	225	Produits constatés d'avance	0	281
TOTAL DE L'ACTIF	43 366	39 210	TOTAL DU PASSIF	43 366	39 210

Les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020 s'établissent à 20,8 M€, en augmentation de 3,9 M€ par rapport au 31 décembre 2019. Cette variation tient principalement compte du résultat de l'exercice et d'un écart de conversion de change (-0,4 M€).

L'endettement financier net (somme des emprunts et dettes financières, à court et à long termes, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, minorés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé) s'élève à 1,6 M€, en baisse de 10,1 M€ par rapport au 31 décembre 2019. En conséquence, le ratio d'endettement financier net sur fonds propres consolidés s'améliore fortement et revient à 7,9 % au 31 décembre 2020, comparé à 69,4 % au 31 décembre 2019.

La situation du bilan social d'Ober au 31 décembre 2020 (en K€) est la suivante :

OBER	2019	2020
IMMOBILISATIONS BRUTES	24 492	24 664
AMORTISSEMENTS	-6 928	-7 106
IMMOBILISATIONS NETTES	17 564	17 558
STOCKS	9 320	9 106
AVANCES ET ACOMPTE SUR COMMANDES	21	12
CLIENTS	1 019	1 004
AUTRES ACTIFS COURT TERME	1 415	954
TRESORERIE	1 265	8 964
TOTAL ACTIF	30 604	37 598
CAPITAL ET PRIME	7 370	7 370
RESERVES ET R.A.N.	10 524	11 598
RESULTAT EXERCICE	1 074	-901
PROVISIONS FISCALES & SUBVENTIONS INV.	0	
DIVIDENDES		
FONDS PROPRES	18 968	18 067
PROVISIONS RISQUES & CHARGES		
EMPRUNT OBLIGATAIRE	2 000	0

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

DETTES BANCAIRES LT ET MT	5 004	7 062
DETTES BANCAIRES CT et ESCOMPTE	125	0
AVANCES ET ACOMPTES SUR COMMANDES	198	68
FOURNISSEURS	1 825	1 106
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 641	2 097
AUTRES PASSIFS DONT COMPTES COURANTS FILLIALES	843	9 198
TOTAL PASSIF	30 604	37 598

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (données sociales)

RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	2016	2017	2018	2019	2020
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 061 509	2 061 509	2 061 509	2 061 509	2 061 509 €
Nombre des actions ordinaires existantes	1 441 615	1 441 615	1 441 615	1 441 615	1 441 615
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	19 427 579	21 688 333	20 723 091	20 090 865	14 632 504 €
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 578 283€	1 569 121€	1 344 193€	1 386 134€	-779 175 €
Impôts sur les bénéfices	-22 623 €	51 320 €	-22 609 €	96 504 €	-61 931 €
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	0€	0€	0€	0€	0 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 249 488€	1 197 781€	1 140 553€	1 074 051€	-900 525 €
Résultat distribué	1 009 130€	1 009 130€	720 807€	0€	0 €
Résultats par actions					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,11€	1,05€	0,95€	0,89€	-0,5 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,87€	0,83€	0,79€	0,75€	-0,62 €
Dividende attribué à chaque action	0,70€	0,70€	0,50€		
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	139	134	134	136	125
Montant de la masse salariale de l'exercice	5 043 443€	5 044 063€	5 012 899€	4 905 494€	4 762 088 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales etc..)	2 011 890€	2 002 037€	1 927 012€	1 564 357€	1 265 468 €

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT DE GESTION EST ETABLI.

Néant

PERSPECTIVES

Le Groupe OBER mène une stratégie de développement en valeur axée sur un portefeuille de marques prestigieuses, riches et complémentaires. Les actions mises en œuvre pour préserver la santé de ses collaborateurs, les moyens de production et sa clientèle permettront de soutenir la croissance et la rentabilité du Groupe à moyen et long terme.

Longeville en Barrois, le 8 avril 2021

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2020

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société OBER

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société OBER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Des écarts d'acquisition sont enregistrés lors des opérations de croissance externe. Le groupe continue à amortir les écarts d'acquisition comptabilisés antérieurement au 1er janvier 2016, et réalise des tests de perte de valeur sur les écarts d'acquisition comptabilisés à partir de cette date, comme indiqué dans la note I.C.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Dans ce cadre, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur, et nous avons apprécié le caractère raisonnable des principales estimations, notamment les prévisions de

flux de trésorerie, les taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus. Nous avons également analysé la cohérence des prévisions avec les performances passées, les perspectives de marché et l'historique de performance du Groupe. Enfin, nous avons également vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des créances clients pour couvrir le risque de non-recouvrement, tel que décrit dans la note I.C.5 de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

La note I.C.6 de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités d'évaluation et de dépréciation des stocks. Nous avons examiné les modalités retenues pour l'appréciation de la valeur de ces actifs et avons vérifié que la note de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet

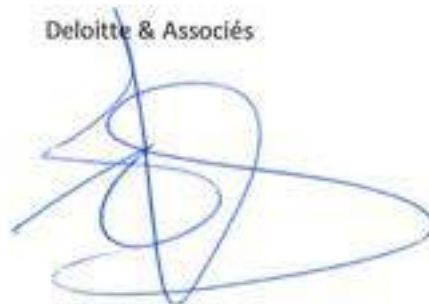
de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Schiltigheim, le 29 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique MEYER

Groupe OBER : Bilan consolidé au 31/12/2020

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles	907	1 029
Fonds commercial et écart d'acquisition	5 936	5 992
Immobilisations corporelles	5 268	7 748
Immobilisations financières	654	615
TOTAL	12 764	15 384
ACTIF CIRCULANT		
Stocks et encours	14 649	16 581
Clients et comptes rattachés	2 999	3 414
Impôt différé	83	76
Autres créances	1 593	1 390
Valeurs mobilières de placement	1 195	1 200
Disponibilités	9 977	942
TOTAL	30 496	23 602
Compte de régularisation		
Charges constatées d'avance	106	225
TOTAL DE L'ACTIF	43 366	39 210

Groupe OBER : Bilan consolidé au 31/12/2020

PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital	2 062	2 062
Primes	5 308	5 308
Réserves consolidées	6 835	6 681
Ecart de conversion	-2 448	-2 051
Résultat part de groupe	5 903	1 197
<i>Total part de groupe</i>	17 660	13 197
Intérêts minoritaires	3 111	3 687
TOTAL	20 771	16 885
Provisions	412	255
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes financières	12 812	13 855
Fournisseurs et comptes rattachés	3 425	2 971
Impôt différé	377	1 115
Dettes sociales et fiscales	4 803	2 307
Autres dettes	766	1 542
TOTAL	22 595	22 045
<u>Compte de régularisation</u>		
Produits constatés d'avance	0	281
TOTAL DU PASSIF	43 366	39 210

Groupe OBER : Compte de résultat consolidé au 31/12/2020

(en milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	28 643	37 503
Autres produits d'exploitation	-46	124
Total produits d'exploitation	28 596	37 627
Achats matières premières, marchandises	11 951	15 537
Variation de stocks	782	-524
Achats et charges externes	6 880	8 239
Impôts et taxes	543	537
Charges de personnel	9 551	10 147
Dotations aux amortissements	892	1 010
Dotations aux provisions	67	108
Autres charges	80	99
Total charges d'exploitation	30 747	35 154
Résultat d'exploitation	-2 151	2 473
Produits financiers	116	196
Charges financières	993	1 205
Résultat financier	-876	-1 010
Résultat courant des entreprises intégrées	-3 027	1 464
Produits exceptionnels	11 623	10
Charges exceptionnelles	1 480	3
Résultat exceptionnel	10 142	7
Participation	0	0
Impôts sur les bénéfices	1 607	109
Résultat net des sociétés intégrées	5 509	1 362
Part revenant aux minoritaires	-394	164
Résultat - Part de groupe	5 903	1 197

2020



**NOTES ANNEXES DES COMPTES
CONSOLIDÉS DU GROUPE OBER AU
31 DÉCEMBRE 2020**

I. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation.	4
A. Référentiel comptable	4
B. Modalités de consolidation	4
C. Méthodes et règles d'évaluation	4
1. Ecart d'acquisition	4
2. Immobilisations incorporelles	5
3. Immobilisations corporelles	5
4. Immobilisations financières	6
5. Créances et dettes	6
6. Stock matières premières et produits finis	6
7. Engagement pour indemnités de départ à la retraite	6
8. Impôts différés	6
9. Subventions d'investissement	7
10. Frais de recherche et développement	7
II. Informations relatives au périmètre de consolidation	7
III. Informations permettant la comparabilité des comptes	7
A. Informations relatives aux variations du périmètre	7
B. Informations relatives aux changements comptables	7
IV. Explications des postes du bilan	8
A. Postes du bilan consolidé	8
1. Actif immobilisé	8
2. Stocks	9
3. Créances	9
4. Capitaux propres	10
5. Provisions	10
6. Intérêts minoritaires	10
7. Impôts différés	11
8. Emprunts et dettes financières	11
B. Postes du compte de résultat consolidé	12
1. Charge de personnel et effectif	12
2. Charges et produits financiers	12
3. Charges et produits exceptionnels	12
4. Charges d'impôt	12
V. Autres informations	13
A. Information sectorielle	13
B. Autres informations diverses	14
1. Faits importants de la période	14
2. Evènements postérieurs à la clôture	14
3. Rémunération des dirigeants	14
4. Engagement hors-bilan	14
5. Autres engagements et risques	14

6.	Honoraires commissaires aux comptes _____	14
7.	Transactions avec les parties liées _____	14
VI.	<i>Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie</i> _____	15

I. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation.

A. Référentiel comptable

Les comptes consolidés annuels sont établis selon les normes comptables françaises (règlement CRC N°99-02).

B. Modalités de consolidation

Toutes les méthodes préférentielles définies par le CRC 99-02 ont été appliquées. Les sociétés Marotte, Stramiflex, Oberflex Tunisie, Ober Inc et LCDA sont consolidées par intégration globale. Les soldes et transactions intra-groupe sont éliminés en consolidation. Le compte de résultat consolidé inclut les résultats des filiales consolidées acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition ; les résultats des filiales cédées au cours du même exercice sont pris en compte jusqu'à leur date de cession. Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont présentés sur une ligne distincte des capitaux propres. Les intérêts minoritaires comprennent le montant des intérêts minoritaires à la date de prise de contrôle et la part des minoritaires dans la variation des capitaux propres depuis cette date.

Les états financiers individuels de Stramiflex et d'Oberflex Tunisie sont établis en dinars tunisiens. Ceux d'Ober Inc sont établis en dollars américains. Afin de présenter des états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de Stramiflex, d'Oberflex Tunisie et d'Ober Inc sont convertis en euro, devise fonctionnelle du Groupe et devise de présentation des états financiers consolidés. Les éléments du bilan sont convertis en euro au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, tandis que leurs comptes de résultat et flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés dans les capitaux propres.

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont calculés par différence entre d'une part la quote-part des actifs et passifs identifiables évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et d'autre part le coût d'acquisition des titres.

Le cas échéant, et conformément au règlement ANC n°2015-07 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- les écarts d'acquisition positifs comptabilisés antérieurement à cette date sont amortis sur une durée déterminée, sur la base des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition ;
- les écarts d'acquisition positifs enregistrés à compter du 1^{er} janvier 2016 sont quant à eux non amortis et font l'objet de tests de dépréciation annuels.

Les écarts d'acquisition non amortis font l'objet de tests de perte de valeur en fin d'exercice, ou plus fréquemment s'il existe des indices de pertes de valeur identifiés.

Modalités des tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition :

Une dépréciation des écarts d'acquisition est comptabilisée lorsque le montant recouvrable est inférieur à la valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, soit la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif.

La méthode de valorisation est basée sur la valorisation par le Discounted Cash-Flow (DCF) attendu pour les 5 prochaines années, selon les perspectives de business élaborées par le Groupe selon sa stratégie de développement dans son environnement concurrentiel.

Le taux d'actualisation pris comme référence est celui utilisé par les analystes financiers ayant une connaissance du secteur d'activité.

La valeur actuelle est déterminée par sommation d'une part, de la valeur actualisée des DCF de la période explicite et d'autre part, de la valeur terminale. Cette valeur terminale est mesurée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie disponibles normatifs projetés dès la fin de la période explicite et se poursuivant jusque l'infini sur base de la dernière année de la période explicite. Le taux de croissance à l'infini est déterminé selon notre perception de l'évolution du marché.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Les marques sont amorties sur 20 ans et correspondent principalement à Stramiflex.

3. Immobilisations corporelles

Selon les règles définies par le règlement du CRC n° 2002-10, les actifs immobilisés doivent être décomposés en éléments séparés ayant des durées d'utilisation distinctes. Ainsi, les immobilisations corporelles ont été décomposées en fonction de la durée d'utilisation de leurs principaux éléments.

Dans le cadre de l'application du règlement du CRC n°2002-10, les immobilisations corporelles sont amorties suivant les durées d'utilité des biens acquis. Les durées d'utilités retenues en années sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries: 15

Compresseurs : 10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse : 20

Mécanique générale, Traitements de surfaces : 15

Matériel d'Usinage du bois : 12

Matériel de laboratoire, centre d'usinage : 10

La valeur brute des immobilisations correspond à leur valeur d'achat. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les immobilisations acquises en crédit-bail sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

4. Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'utilité. La plus faible des deux valeurs est retenue au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients sont comptabilisées à l'émission des factures. Ces dernières sont émises lors du transfert de propriété.

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard. La décision de dépréciation est prise au cas par cas.

6. Stock matières premières et produits finis

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat rendu usine.

Les produits non-conformes sont déclassés au cours des différentes étapes de fabrication.

Les produits intermédiaires et produits finis panneaux décoratifs sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient correspond au coût de fabrication. Il comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

Les stocks de placage et panneaux décoratifs ne se déprécient pas et le reste du stock à rotation lente est soumis à revue par le management.

7. Engagement pour indemnités de départ à la retraite

Les principales hypothèses actuarielles qui ont été utilisées pour l'évaluation de ces engagements envers le personnel sont :

- taux d'actualisation financier : 0.79%
- Age de départ à la retraite : 65 ans pour les cadres, 60 ans pour les non-cadres
- Taux de progression annuelle des salaires : 1%

8. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Ils sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

9. Subventions d'investissement

La société a retenu l'option d'incorporation des subventions d'investissement aux capitaux propres.

10. Frais de recherche et développement

La société a opté pour la comptabilisation en charge des frais de R&D. Cela a représenté une charge de 270 K€ pour l'année 2020. (2019 : 331 K€)

II. Informations relatives au périmètre de consolidation

Société	Siège	RCS	% d'intérêts	% de contrôle
OBER	Longeville en Barrois (55)	RCS Bar le Duc B 382 745 404	Sté mère	Sté mère
MAROTTE	Saint Ouen (93)	RCS Bobigny B 582 122 214	100,0%	100%
STRAMIFLEX	Tunis – Tunisie	MF : 1127580PAM ; AC	59,89%	59 ,89%
OBERFLEX TUNISIE	Tunis – Tunisie	MF : 1187944FAM	98,67%	100%
OBER INC	Delaware – USA		100%	100%
LCDA	Avrillé (49)	RCS Angers 521 151 456	100%	100%

III. Informations permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre

Il n'y a pas eu de changements de périmètre pour l'établissement des comptes de l'exercice 2020.

B. Informations relatives aux changements comptables

Il n'y a pas eu de changements comptables pour l'établissement des comptes de l'exercice 2020.

IV. Explications des postes du bilan

A. Postes du bilan consolidé

1. Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2020	VN 2019
Concession, brevets et droits	2 098 173	1 226 868	871 306	1 024 508
Fonds commercial et écart d'acquisition	6 991 452	1 055 662	5 935 790	5 992 209
Autres immos incorporelles	229 336	193 266	36 071	4 094
Total	9 318 962	2 475 795	6 843 167	7 020 812

Détail des écarts d'acquisition :

- écart d'acquisition société LCDA : enregistré pour un montant de 5.393 K€ en 2017, non amorti ;
- écart d'acquisition société Stramiflex : enregistré pour un montant de 281 K€ en 2010, amorti sur 20 ans (VNC 127 K€ au 31/12/2020).

Immobilisations corporelles

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2020	VN 2019
Terrains et aménagements	250 146	75 360	174 785	1 736 473
Constructions	2 340 301	2 098 377	241 924	304 482
ITMOI	11 820 141	7 614 266	4 205 875	5 025 589
Autres immos corporelles	491 932	406 714	85 218	128 380
Immos corporelles en cours	559 803	-	559 803	553 445
Total	15 462 323	10 194 717	5 267 607	7 748 369

Les terrains de Saint-Ouen, enregistrés pour un montant de 1596 K€ au 31/12/2020, ont été cédés par la filiale Marotte en fin d'année 2020.

La catégorie « ITMOI » comprend 2 actifs financés par le biais d'un crédit-bail. Le montant brut de ces 2 actifs industriels est de 606 K€.

Immobilisations financières

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2020	VN 2019
Autres participations	665 599	642 268	23 331	23 331
Prêts	376 685	-	376 685	373 366
Autres immos financières	253 632	-	253 632	218 092
Total	1 295 916	642 268	653 649	614 789

Les autres participations correspondent :

- aux titres des filiales sans activité détenues par OBER et intégralement dépréciées, à savoir la société Tribois (Côte d'Ivoire) en liquidation judiciaire (valeur brute 572 k€, valeur nette nulle et détenue à 100% par Ober) et la société Ober Incorporated (valeur brute 70 k€, valeur nette nulle), société en

sommeil détenue à 100%. Ces filiales ne sont en conséquence pas intégrées dans le périmètre de consolidation.

- aux parts de la société Shelter acquise par Marotte sur l'exercice 2017 pour un montant de 23 K€. Cette filiale n'est pas intégrée dans le périmètre de consolidation du fait de son caractère non significatif.

2. Stocks

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2020	VN 2019
Matières premières	6 496 122	91 042	6 405 080	7 422 553
Encours de production	272 532	-	272 532	149 052
Produits intermédiaire et finis	7 003 086	105 786	6 897 300	8 001 248
Marchandises	1 092 451	18 500	1 073 951	1 007 764
Total	14 864 190	215 327	14 648 862	16 580 617

Le stock de matière première est principalement constitué de panneaux de particule, de panneaux MDF et de placages. Les produits intermédiaires et finis sont quasiment tous liés à des commandes clients.

3. Créances

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2020	VN 2019
Clients et comptes rattachés	3 348 912	349 604	2 999 308	3 413 513
Impôt différé actif	82 698	-	82 698	76 141
Autres créances	1 593 287	-	1 593 287	1 390 067
Total	5 024 897	349 604	4 675 292	4 879 720

Les comptes client d'Ober et LCDA sont assurés en quasi-totalité.

Les provisions clients de 320 K€ au 31/12/2019 sont passées à 350 K€ au 31/12/2020.

4. Capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat n	Ecart de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts des minoritaires	Capitaux propres consolidés
Au 31/12/2018	2 062	5 308	6 724	674	- 2 456	12 312	3 276	15 589
Résultat de la période				1 197		1 197	163	1 361
Affectation résultat n-1			674	- 674		-		
Distributions dividendes			- 717			- 717	- 4	- 721
Autres variations						-		-
Ecarts de conversion					405	405	252	656
Au 31/12/2019	2 062	5 308	6 681	1 197	- 2 051	13 197	3 687	16 885
Résultat de la période				5 903		5 903	- 394	5 509
Affectation résultat n-1			1 197	- 1 197		-		
Distributions dividendes						-		-
Autres variations			- 1 044			- 1 044		- 1 044
Ecarts de conversion					- 396	- 396	- 182	- 578
Au 31/12/2020	2 062	5 308	6 835	5 903	- 2 448	17 660	3 111	20 771

Au 31 décembre 2020, le capital social se compose de 1 441 615 actions d'une valeur nominale de 1,43 €.

Le résultat par action des 3 derniers exercices est le suivant :

	2018	2019	2020
Nombre d'actions	1 441 615	1 441 615	1 441 615
Résultat (K€)	674	1 197	5 903
Résultat par action	0,47 €	0,83 €	4,09 €

5. Provisions

Les provisions au 31/12/2020 correspondent principalement aux provisions pour départ en retraite.

	Ouverture	Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Provision retraite	449 307	-	37 181	-	412 126
Total Provisions	449 307	-	37 181	-	412 126

6. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires (part des capitaux propres) représentent 3 111 077 € au 31 décembre 2020.

7. Impôts différés

La prise en compte d'une imposition différée dans les comptes consolidés a eu les incidences suivantes.

IDP Net de 295 K€ (IDP 377 K€ - IDA 83 K€), principalement :

- 364 K€ IDP net chez Stramiflex, dont: IDP 600 K€ retraitement amortissements fiscaux Stramiflex, IDA 255 K€ sur le déficit fiscal 2020 (activation justifiée par les perspectives du Business Plan à 5 ans).
- 44 K€ IDP retraitement crédit-baux Ober
- 105 K€ IDA provision pour départ en retraite Ober
- 21 K€ IDA provision pour départ en retraite LCDA

8. Emprunts et dettes financières

Emprunts

	Total	< à 1 an	entre 2 et 5 ans	> à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des EC	12 811 519	4 189 499	8 279 934	342 087
Total	12 811 519	4 189 499	8 279 934	342 087

Capital dû 31/12/2019	New emprunts	Remboursements	Variation dûe au taux de change	Capital dû 31/12/2020
13 854 692	4 839 505	- 5 727 690	- 154 987	12 811 519

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit correspondent principalement :

Pour Ober :

- Dette contractée pour le financement de matériel (solde au 31.12.2020 : 6 K€) ; Cette dette correspond au retraitement des crédits-baux en consolidation.
- Dette pour le financement de LCDA (solde au 31.12.2020 : 3 487 K€)
- Dette pour le financement de BFR (solde au 31.12.2020 : 765 K€)
- Dette PGE (prêt garantis par l'état) (solde au 31.12.2020 : 3 000 K€)

Pour Marotte :

- Emprunt contracté en 2017 (solde au 31.12.2020 : 1 000 K€)

Pour Stramiflex :

- Emprunt contracté pour financement matériel (solde au 31.12.2020 : 711 K€)
- Crédit court terme - billets de trésorerie et emprunts UBI/UBCI (solde au 31.12.2020 : 1 527 K€)
- Concours bancaires – opérations de financement (solde au 31.12.2020 : 174 K€)

Pour LCDA :

- Dette pour financement développement (solde au 31.12.2020 : 848 K€)
- Dette pour financement matériel 2020 (solde au 31.12.2020 : 94 K€)
- Dette PGE (prêt garantis par l'état) (solde au 31.12.2020 : 1 200 K€)

B. Postes du compte de résultat consolidé

1. Charge de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées au cours de l'année 2020 à 9 551 K€ contre 10 147 K€ au cours de l'année 2019.

La répartition des effectifs est telle que dans le tableau ci-dessous :

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Au 31/12/2020			
Cadres	36	15	51
Agents de maîtrise	37	13	50
Employés	33	25	58
Ouvriers	207	28	235
TOTAL	313	81	394

2. Charges et produits financiers

Les intérêts payés au cours de l'année 2020 se sont élevés à 763 K€ (883 K€ en 2019) et les pertes de change nettes se sont élevées à 67 K€ (50 K€ en 2019).

Le résultat financier ressort ainsi à – 876 K€.

3. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel ressort à 10 142 K€. Il est principalement lié à la plus-value sur la cession par Marotte du terrain de Saint Ouen pour 9 859 k€. Notons également une charge de 418k€ pour le départ du Directeur d'usine de OBER.

4. Charges d'impôt

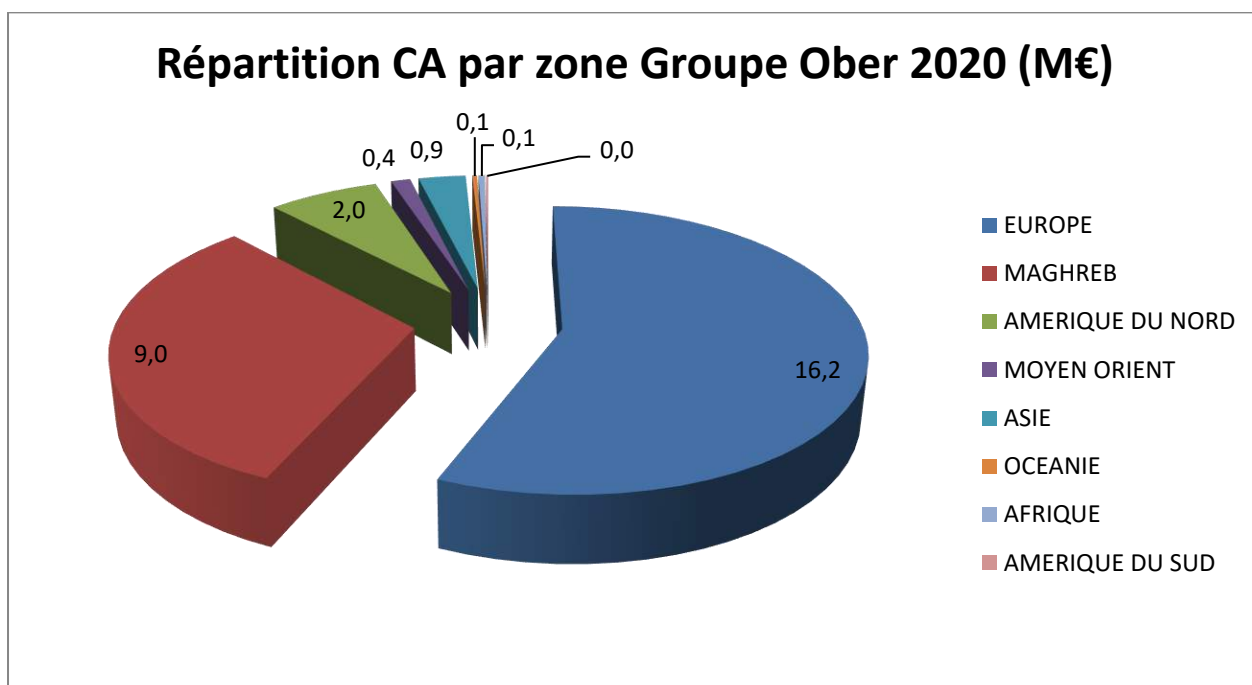
La charge d'impôt (net de crédit d'impôts) de la période 2020 se présente comme suit :

	31/12/2020
<i>Impôts courants</i>	1 895 174
<i>Impôts différés</i>	- 288 613
Impôts sur les sociétés	1 606 561

V. Autres informations

A. Information sectorielle

- Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique



- Ventilation des immobilisations

○ Ober :	7 064 K€
○ Marotte :	41 K€
○ Stramiflex :	4 776 K€
○ LCDA :	881 K€
○ OberflexTun :	Néant
○ Ober Inc :	3 K€

- Ventilation du résultat d'exploitation

○ Ober :	(690 K€)
○ Marotte :	(697 K€)
○ Stramiflex :	(754 K€)
○ LCDA :	(112 K€)
○ OberflexTun :	100 K€
○ Ober Inc :	16 K€

B. Autres informations diverses

1. Faits importants de la période

Toutes les sociétés du groupe ont été confrontées à l'épidémie Covid 19. Concernant les sociétés françaises, les aides de l'Etat ont été activées (activité partielle et reports de charges). Les sociétés ont bénéficié également du report des échéances bancaires et d'une enveloppe suffisante de prêts avec la garantie de l'Etat (PGE). La reprise de l'activité a été mise en œuvre en mettant en place le chômage partiel.

La société Marotte a vendu son terrain situé à Saint Ouen en fin d'année 2020 générant ainsi une plus-value composant la plus grande partie du résultat exceptionnel.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation reste appropriée.

2. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

3. Rémunération des dirigeants

L'information sur les rémunérations n'est pas fournie car cette indication conduirait à identifier la situation donnée d'un des membres de ces organes.

4. Engagement hors-bilan

Le montant des effets escomptés non échus au 31/12/2020 chez Stramiflex est de 1 272 K€ (1 159 K€ au 31/12/2019).

Indemnités de départ à la retraite Stramiflex (provision 321 kTND, soit 97 K€) : engagement donné par Stramiflex pour 404 kTND, engagement reçu de Stramica pour 83 kTND.

5. Autres engagements et risques

Il est à noter le risque de change lié à la société Stramiflex car son activité est réalisée en dinar tunisien.

Par ailleurs, La société 3D Distribution a assigné la société Ober en justice en date du 07/07/2016 suite au non-respect de la lettre de confidentialité qui liait les deux sociétés. 3D distribution réclame à Ober le paiement de son fonds de commerce, de ses commissionnements perdus et d'une indemnité pour préjudice d'image et pour préjudice commercial. Ober conteste la violation de cette lettre de confidentialité et les demandes de 3D Distribution. Le tribunal de commerce de Bar le Duc a débouté 3D de toutes ses demandes le 10/07/2020. Le 05/10/2020, la société 3D a fait appel de cette décision.

6. Honoraires commissaires aux comptes

Le montant des honoraires d'audit des commissaires aux comptes pour l'année 2020 s'est élevé à :

	Deloitte	Autres	Total
Société mère	43 K€	-	43 K€
Filiales (France et Tunisie)	21 K€	4 K€	25 K€
Total	64 K€	4 K€	68 K€

7. Transactions avec les parties liées

Il n'existe pas de transactions d'importance significative conclues avec des parties liées susceptibles d'entrer dans le champ de l'article R 123-1 98 du code de commerce.

VI. Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	2020	2019
ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	5 509	1 362
<u>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:</u>		
amortissements, provisions et plus-value de cessions	-10 622	790
variation des impôts différés	-268	-116
<u>variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</u>	4 217	357
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	-1 164	2 392
OPERATION D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	-476	-854
cessions d'immobilisations	11 579	16
incidence des variations de périmètre	0	0
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	11 103	-837
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-5	-717
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-3	-4
Augmentation capital souscrite par les minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Nouveaux emprunts	4 840	1 161
Subventions reçues		
Remboursements d'emprunts et compte courant *	-5 728	-2 560
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	-896	-2 120
<i>Incidence des variations de cours de devises</i>	-13	18
VARIATION DE TRESORERIE	9 030	-547
<i>Trésorerie d'ouverture</i>	2 142	2 688
<i>Trésorerie de clôture</i>	11 172	2 142

* Dont variation des concours bancaires :

-661 K€ au 31/12/2020 (total concours bancaires = 174 K€)

-80 K€ au 31/12/2019 (total concours bancaires = 835 K€)

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

OBÉR

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société OBÉR

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OBÉR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 15.969 Keuros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité comme décrit dans la note de l'annexe 2.4 « Immobilisations financières ». Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

La note de l'annexe 2.6 « Evaluation des stocks » décrit les modalités d'évaluation et de dépréciation des stocks. Nous avons examiné les modalités retenues pour l'appréciation de la valeur de ces actifs, et avons vérifié que la note donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à

poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 29 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique MEYER

		Brut		Amortissements Provisions	Net 2 020 (12 mois)	Net 2 019 12 mois
Capital souscrit non appelé (0)	AA					
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	AB		AC		0	0
Frais de recherche & de développement	AD		AE			0
Concessions, brevets & droits similaires	AF	28 396	AG		28 396	28 396
Fonds commercial	AH	435 050	AI	228 826	206 225	206 225
Autres immobilisations incorporelles	AJ	68 503	AK	35 418	33 085	536
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		0	0
					0	0
					0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	AN	217 696	AO	75 360	142 335	120 759
Constructions	AP	2 249 310	AQ	2 091 540	157 770	157 001
Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	4 381 764	AS	3 925 510	456 254	557 581
Autres immobilisations corporelles	AT	126 723	AU	106 768	19 955	24 002
Immobilisations en cours	AV	0	AW		0	0
Avances & acomptes	AX	0	AY		0	0
					0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		0	0
Autres participations	CU	16 611 761	CV	642 268	15 969 493	15 969 493
Créances rattachées à des participations	BB	0	BC	0	0	0
Autres titres immobilisés	BD		BE		0	0
Prêts	BF	362 309	BG		362 309	360 390
Autres immobilisations financières	BH	182 400	BI	0	182 400	139 732
TOTAL (I)	BJ	24 663 911	BK	7 105 690	17 558 222	17 564 115
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS						
Matières premières, approvisionnements	BL	2 012 354	BM	0	2 012 354	2 174 234
En-cours de production de biens	BN	164 258	BO	0	164 258	100 480
En-cours de production de services	BP		BQ			0
Produits intermédiaires et finis	BR	5 905 489	BS	13 500	5 891 989	6 102 352
Marchandises	BT	1 042 309	BU	5 000	1 037 309	943 257
					0	0
Avances & acomptes versés sur commandes	BV	12 001	BW		12 001	20 835
					0	0
CREANCES						
Clients et comptes rattachés	BX	1 017 031	BY	12 939	1 004 092	1 019 435
Autres créances	BZ	935 317	CA	0	935 317	1 344 998
Capital souscrit & appelé, non versé	CB		CC		0	0
			C		0	0
DIVERS						
Valeurs mobilières de placement	CD	1 194 837	CE	152	1 194 685	1 199 628
Disponibilités	CF	7 770 098	CG		7 770 098	65 690
					0	0
Charges constatées d'avance	CH	18 308	CI		18 308	69 733
TOTAL (II)	CJ	20 072 001	CK	31 591	20 040 410	13 040 643
COMPTES DE REGULARISATION						
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	CL	0			0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)	CM				0	0
Ecart de conversion actif (V)	CN	0			0	0
TOTAL GENERAL (0 à V)	CO	44 735 913	1A	7 137 281	37 598 632	30 604 758

	Exercice N 2 020 (12 mois)	Exercice N-1 2 019 (12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	2 061 509	2 061 509
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 308 418	5 308 418
Ecart de réévaluation		0
Réserve légale	206 151	206 151
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées		0
Autres réserves		0
Report à nouveau	11 391 708	10 317 657
		0
Résultat de l'exercice	-900 525	1 074 050,74
		0
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées		0
TOTAL (I)	18 067 261	18 967 786
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		0
Avances conditionnées		0
TOTAL (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (III)	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		0
Autres emprunts obligataires	0	2 000 000
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	7 062 330	5 129 371
Emprunts & dettes financières divers	8 885 900	591 290
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	68 225	159 994
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	1 106 214	1 824 952
Dettes fiscales & sociales	2 096 659	1 640 515
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	5 199	37 876
Autres dettes	306 844	252 974
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL (IV)	19 531 371	11 636 972
Ecart de conversion passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I à V)	37 598 632	30 604 758

COMpte DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en EUROS) au 31/12/20

		Exercice N (12 mois)	Exercice N - 1 (12 mois)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises	FC	3 220 886	3 671 175
Production vendue : biens	FF	10 952 259	15 794 981
Production vendue : services	FI	459 359	624 709
Chiffre d'affaires Net	FL	14 632 504	20 090 865
Production stockée	FM	-261 797	-70 264
Production immobilisée	FN	0	0
Subventions d'exploitation		0	0
Reprises sur amortissements & provisions, transferts de charges	FP	859 296	97 564
Autres produits	FQ	45 684	6 602
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	FR	15 275 687	20 124 768
		59,91%	63,67%
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	FS	2 114 419	2 110 504
Variation de stocks (marchandises)	FT	-98 075	123 714
Achats de matières premières et autres approvisionnements	FU	3 510 694	5 561 059
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	FV	50 690	-748 389
Autres achats et charges externes	FW	3 808 771	4 881 754
Impôts taxes et versements assimilés	FX	289 164	326 485
Salaires et traitements	FY	4 762 088	4 905 494
Charges sociales	FZ	1 265 468	1 564 357
Dotations aux amortissements	GA	177 672	213 305
Dotations aux provisions (sur immobilisations)	GB		
Dotations aux provisions (sur actif circulant)	GC	3 636	0
Dotations aux provisions (pour risques & charges)	GD	0	0
Autres charges	GE	67 047	68 784
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	GF	15 951 575	19 007 067
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	GG	-675 888	1 117 700
OPERATIONS EN COMMUN			
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III) GH		
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV) GI		
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers des participations	GJ	464 036	400 759
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	GK		
Autres intérêts et produits assimilés	GL	45 015	53 299
Reprises sur provisions et transferts de charges	GM	1 974	2 274
Différences positives de change	GN	1 964	2 747
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	GP	512 988	459 079
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amortissements & provisions	GQ	0	0
Intérêts et charges assimilées	GR	369 473	389 847
Différences négatives de change	GS	796	3 794
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT	11 352	13 072
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	GU	381 621	406 713
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	GV	131 367	52 367
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	GW	-544 521	1 170 067

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (SUITE)

au 31/12/20

		EXERCICE N (12 mois)	EXERCICE N (12 mois)
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	0	3 025
Reprises sur provisions & transferts de charges	HC	0	0
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	HD	0	3 025
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	HE	0	2 537
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF	417 935	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	0	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	HH	417 935	2 537
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	HI	-417 935	488
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	HJ	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	HK	-61 931	96 504
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	15 788 675	20 586 872
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	16 689 200	19 512 821
5 - BENEFICE OU PERTE (Produits - charges)	HN	-900 525	1 074 051

OBER SA
ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX ARRETES AU 31/12/2020

L'exercice écoulé affiche un résultat social de – 900 525 euros, en baisse de 183.84 % par rapport à 2019.

I FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

La crise sanitaire a impacté notre activité. Toutes les sociétés du groupe ont été confrontées à l'épidémie Covid 19. Concernant les sociétés françaises, les aides de l'Etat ont été activées (activité partielle et reports de charges). Les sociétés ont également bénéficié du report des échéances bancaires et d'une enveloppe suffisante de prêts avec la garantie de l'Etat (PGE). La reprise de l'activité a été mise en œuvre en mettant en place le chômage partiel.

La filiale Marotte a vendu son terrain situé à Saint Ouen en fin d'année 2020 générant ainsi une entrée de cash significative qui a été remontée à Ober via compte-courant.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation reste appropriée.

II PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2 Immobilisations incorporelles

- Fonds de commerce

Le fonds de commerce est inscrit dans les comptes pour 206K€, composé de 130 K€ pour l'acquisition en 2014 du fonds de commerce de CD SA et de 76 K€ pour la société OBER. Ce montant de 76 K€ représente la valeur intrinsèque des marques régulièrement déposées et renouvelées et est justifié dans le procès-verbal du conseil de surveillance du 22 septembre 1999 de la société OBER dans lequel il est précisé que cette somme était "représentative des marques acquises lors de la création de la société" en 1991 (reprise des fonds de commerce de cinq filiales d'Ober à la barre du Tribunal de Verdun). La valeur brute de ce fonds de commerce d'un montant de 305 K€ a été ramenée (par prudence) entre 1992 et 1995 à un montant net de 76 K€.

2.3 Immobilisations corporelles

Durée d'amortissement des immobilisations corporelles :

Conformément au règlement CRC 2002-10, les immobilisations corporelles sont amorties sur les durées d'utilités des biens. Les durées d'utilités retenues en années sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries:	15
Compresseurs :	10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse :	20
Mécanique générale, Traitements de surfaces :	15
Matériel d'Usinage du bois :	12
Matériel de laboratoire, centre d'usinage :	10

La valeur brute des immobilisations correspond à leur valeur d'achat. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

2.4 Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'utilité. La plus faible des deux valeurs est retenue au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients sont comptabilisées à l'émission des factures. Ces dernières sont émises lors du transfert de propriété.

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard, ce qui explique l'importance de la dépréciation par rapport à la valeur brute des créances.

La décision de dépréciation est prise au cas par cas.

2.6 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat rendu usine.

Les produits non-conformes sont déclassés au cours des différentes étapes de fabrication.

Les stocks de produits intermédiaires et produits finis panneaux décoratifs sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient correspond au coût de fabrication. Il comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

Les stocks de placage et panneaux décoratifs ne se déprécient pas et le reste du stock à rotation lente est soumis à revue par le management.

III COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Dettes, charges à payer

	31/12/2019	31/12/2020
Emprunt obligataire	2 000 000 €	0 €
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	5 129 371 €	7 062 330 €
Emprunts et dettes financières divers	591 290 €	8 885 900 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 824 952 €	1 106 214 €
Dettes fiscales et sociales	1 640 515 €	2 096 659 €
- Dont dettes fiscales :		
IS	127 K€	163 K€
TVA à décaisser	0 K€	0 K€
TVA à décaisser	68 K€	46 K€
- Dont dettes sociales :	1 514 K€	1 934 K€
Participation	0 K€	0 K€
Congés payés	705 K€	626 K€
Caisse sociale	303 K€	759 K€

3.2 Créances, produits à recevoir

	31/12/2019	31/12/2020
Créances client	1 019 435 €	1 004 092 €
Autres créances	1 344 998 €	935 317 €

3.3 Charges constatées d'avance

	31/12/2019	31/12/2020
Locations et crédit-bail	69 733 €	18 308 €
Exposition	0 €	0 €
Total	69 733 €	18 308 €

3.4 Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées :

- de compte à terme pour un montant total de 1 142 201 euros, sans risque de dévaluation du capital
Au 31 décembre 2020, les produits financiers à recevoir sur ces placements sont de 22 348.97 euros.
- de 4 044 actions OBER acquises au prix moyen de 7.4875 euros, soit au total 30 286.56 euros
Au 31 décembre 2020, compte tenu du cours de l'action OBER à 7.45 euros, il y a eu lieu de constater une provision pour dépréciation de 151.76 euros.

3.5 Composition du capital social

Depuis l'entrée en bourse en date du 29 juin 2006, le Capital Social est de 2 061 509 € pour 1 441 615 actions. Chaque action a une valeur nominale de 1,43 euros.

3.6 Ventilation du chiffre d'affaires net (en K€)

	France	Export	Total
Produits fabriqués	7 063	3 889	10 952
Négoce	2 121	1 100	3 221
Prestation de services	147	312	459
Total de l'exercice (12 mois)	9 331	5 301	14 632

3.7 Principales composantes des transferts de charges (en K€):

Aide chômage partiel	357
Indemnité d'assurance	0
Frais départ Directeur Usine	418
Refacturation de frais de personnel :	43
Remboursement de frais déplacement	19
Divers	22
Total	859

3.8 Effectif moyen 2020

Cadres	31
Agents de maîtrise	2
Employés	26
Apprenti	1
Ouvriers	68
Total	128

3.9 Immobilisations en valeur brute (en €)

	01/01/2020	Investissements	Désinvestissements	Transfert	31/12/2020
Concessions, brevets & droits similaires	28 396.00 €	0.00 €			28 396.00 €
Fonds commercial	435 050.48 €	0.00 €			435 050.48 €
Autres immobilisations incorporelles	32 681.18 €	35 821.80 €			68 502.98 €
Terrains	195 820.75 €	21 875.00 €			217 695.65 €
Constructions	2 198 027.86 €	51 282.17 €			2 249 310.03 €
Installations techniques	4 365 363.67 €	16 400.00 €			4 381 763.67 €
Autres immobilisations corporelles	124 910.03 €	1 812.86 €			126 722.89 €
Immobilisations en cours	0.00 €	0.00 €			0.00 €
Acomptes sur immobilisations	0.00 €	0.00 €			0.00 €
Autres participations	16 611 760.72 €	0.00 €			16 611 760.72 €
Créances rattachées à des participations	0.00 €	0.00 €			0.00 €
Prêts	360 389.84 €	19 395.00 €	17 475.84 €		362 309.00 €
Autres immobilisations financières	139 732.33 €	44 200.00 €	1 532.33 €		182 400.00 €
	24 492 132.76 €	190 786.83 €	19 008.17 €	0.00 €	24 663 911.52 €

3.10 Amortissements (en €)

	01/01/2020	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Transfert	31/12/2020
Fonds commercial	228 825.97 €	0.00 €			228 825.97 €
Autres immobilisations incorporelles	32 144.93 €	3 272.58 €			35 417.51 €
Terrains	75 061.79 €	298.56 €			75 360.35 €
Constructions	2 041 026.62 €	50 513.37 €			2 091 539.99 €
Installations techniques	3 807 783.01 €	117 727.05 €			3 925 510.06 €
Autres immobilisations corporelles	100 908.01 €	5 860.11 €			106 768.12 €
	6 285 750.33 €	117 671.67 €	0.00 €	0.00 €	6 463 422.00 €

3.11 Provisions (en K€)

	01/01/20	Dotations	Reprises	Utilisées	31/12/20
Provisions sur créances	9	4	0	0	13
Provisions financières	642	0	0	0	642
Provisions pour perte de change	0	0	0	0	0
Provisions sur Stocks	19	0	0	0	19
Provisions sur Valeurs de placement	2	0	2	0	0
Total	672	4	2	0	674

Les provisions financières concernent les titres de participations dévalués des filiales (voir tableau ci-dessous)

3.12 Principales composantes du résultat exceptionnel :

	Produits	Charges
Quote-part Subvention Aménagement Poste	0 K€	
Rentrées sur Créances Sorties	0 K€	
Pénalités amendes		0 K€
Frais départ Directeur Usine		418 K€
Total	0 K€	418 K€

3.13 Filiales et participations

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
MAROTTE	100.00 %	5 950 K€	7 834 K€
STRAMIFLEX*	59.89 %	6 765 K€	-1 158K€
OBERFLEX (TUNISIE)*	98.67%	180 K€	115 K€
LCDA	100.00 %	861 K€	- 121 K€
OBER Inc (USA)*	100.00 %	75 K€	11 K€
TRIBOIS (sans activité)	100.00 %	NC	NC
OBERFLEX INC (sans activité)	100.00 %	NC	NC

(*) Ces données chiffrées sont issues des comptes contributifs convertis au taux de clôture de l'exercice pour les capitaux propres et au taux moyen de l'exercice pour le résultat..

Titres de Participation	Valeur Brute	Provisions	Valeur Nette	Capital Social
Marotte	4 045 000,00 €		4 045 000,00 €	868 960 €
Tribois	571 973,47 €	571 973,47 €	0 €	500 MF CFA
Oberflex Incorporated	70 294,24 €	70 294,24 €	0 €	300 000 \$
Stramiflex (*)	5 400 755.16 €		5 400 755.16 €	8 483 557 €
Oberflex Tunisie*	79 305,50 €		79 305,50 €	79 428 €
OBER INC*	3 748.00 €		3 748.00 €	3 765 €
CONCRETE LCDA	6 440 684.35 €		6 440 684.35 €	438 217 €
AUTRES PARTICIPATIONS	16 611 760.72 €	642 267.71 €	15 969 493.01 €	

(*) Le montant du capital social de ces filiales est calculé au cours historique.

Le mécanisme d'intégration fiscale entre Ober, Marotte a entraîné une minoration de 25 306 euros de la charge d'IS de la société Ober et l'intégration de LCDA a entraîné une minoration de 54342 euros de la charge d'IS de la société. La plus-value réalisée lors de la vente du terrain et des locaux Marotte a entraîné une majoration d'impôts sur les plus-values au taux de 19% d'un montant de 1 873 242 euros

3.14 Etat des créances (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Effort Construction	362	19	343
Actif circulant	20 041	20 041	0
Total	20 403	20 060	343

3.15 Etat des dettes (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A 5 an
Emprunt obligataire	0		0	
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	7 062	1 380	5 448	234
Emprunts et dettes financières divers	190	63	127	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 106	1 106	0	0
Dettes fiscales et sociales	2 097	2 097	0	0
Dettes sur immobilisations	5	5	0	0
Groupe et associés (*)	8 873	8 873	0	0
Autres dettes	129	129	0	0
Total	19 462	13 653	5 575	234

(*) dont 8 505 k€ de compte-courant MAROTTE. La société MAROTTE sera tупée en 2021 avec élimination mécanique de cette dette en contrepartie de la créance de même montant chez MAROTTE

Financements nouveaux de l'exercice : 3 000
Remboursements d'emprunts sur l'exercice : 2 536

3.16 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

	Montants concernant les entreprises liées	
	2020	2019
Clients et comptes rattachés		
- Stramiflex	303 683 €	319 685 €
- Marotte	0 €	12 794 €
- LCDA	19 863 €	6 050 €
Autres Créances		
- Stramiflex	316 067 €	800 067 €
- Marotte	0 €	100 000 €
- Concrete LCDA	0 €	69 172 €
- Oberflex Tunisie	0 €	0 €
- Ober Finances	139 814 €	8 480 €
- Ober Inc	0 €	0 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
- Stramiflex	122 417 €	520 584 €
- Marotte	0 €	0 €
- Oberflex Tunis	0 €	0 €
Autres emprunts en dettes		
- Stramiflex	0 €	0 €
- Marotte	8 504 708 €	0 €
- Oberflex Tunisie	177 384 €	150 331 €

- Ober Inc.	191 314 €	93 729 €
- Ober Finances	0 €	0 €
- Intérêts courus sur Compte Courant	0 €	0 €
Chiffre d'affaires		
- Stramiflex	128 117 €	156 996 €
- Marotte	169 €	0 €
- LCDA	0 €	0 €
Produits Financiers		
- Stramiflex	21 124 €	22 149 €
- Marotte	3 385 €	18 154 €
- Ober Finances	3 384.€	0 €
Achat de matières premières et marchandises		
- Stramiflex	853 569 €	1 040 559 €
- Marotte	97 777 €	752 581 €
Charges Financières		
- Stramiflex	0 €	0 €
- Marotte	0 €	0 €
- Ober Finances	0 €	3 296 €
- Oberflex Tunisie	0 €	0 €
Dividendes reçus		
- Oberflex Tunisie	334 386 €	299 632 €
- LCDA	129 650 €	101 127 €

Les transactions de la société avec des parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et concernent des entités détenues (directement ou indirectement) en totalité par une même société mère.

IV SITUATION FISCALE

Ober a mis en place une convention d'intégration fiscale avec la société Marotte au 1^{er} janvier 2010, renouvelée en septembre 2014 et à nouveau renouvelée le 4 février 2019. Le 4 février 2019, Ober a également mis en place une convention d'intégration fiscale avec la société LCDA. La Sté OBER est passible de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun. Pour 2020, l'IS est de 0.00 euros et l'impôt sur les plus-values est de 1 873 242 €, le crédit d'impôt étranger est de 33 439€, le crédit impôt recherche 2020 est de 43 341€. Les crédits impôt recherche 2018 de 82 512 €, 2017 de 74 697 €, ainsi que les Crédits Impôt Compétitivité Emploi 2018 de 5 058 € et 2017 de 5800 € restent également en crédit d'impôts à imputer sur une future créance. L'impôt dû est donc de 1 639 253 €, plus la contribution additionnelle au taux de 3.30% de 61 817€, soit au total 1 701 070€. En l'absence d'intégration fiscale, aucun un impôt n'aurait été supporté par Ober, ce qui laisserait toujours un impôt dû à 1 701 070 €.

Base d'allègement de la dette future d'impôt provenant de décalage dans le temps

Dotations de l'exercice	
- Organic	0 €
- Clients Litiges commerciaux (Passés en avoirs à établir)	110 586 €
- Participations 2018	0 €
- Forfait social sur participation	0 €
Reprises de l'exercice	
- Clients Litiges commerciaux (Passés en avoirs à établir)	81 417 €
- Organic	1 402 €
- Participation des salariés sur les résultats	0 €
- Forfait social sur participation	0 €

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Établi en euros			
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant impôt	Taux	Impôt
Taux d'imposition IS			
Résultat Courant	-544 521	28%	-152 466
Résultat Exceptionnel (y compris participation)	-417 935	28%	-117 022
Résultat Comptable	-962 456	28%	-269 488
Détail de l'impôt sur le résultat courant	Base	Taux	Impôt
Résultat courant	- 544 521	28%	-152 466
Réintégrations :			
Charges à payer non déductibles	91 883	28%	25 727
Charges non admises en déduction	110 586	28%	30 964
Déductions :			
Provisions et charges à payer	98 768	28%	27 655
Déductions fiscales	440 834	28%	123 433
TOTAL	-881 653		-246 863
Détail de l'impôt exceptionnel	Base	Taux	Impôt
Nature :			
S / résultat exceptionnel	-417 935	28%	-114 022
S / réserve de participation	0	28%	0
Charges non admises en déduction		28%	0
TOTAL	-1 299 589		-363 885
Economie d'impôt intégration Marotte LCDA			- 79 648
Charge d'IS au 31/12			0

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Établi en euros		
Allègements	Montant	Accroissements Et allègements
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation		
Provisions pour risques et charges	0	0
Charges à payer	110 586	-30 964
Déficits reportables	1 584 046	443 533

V ENGAGEMENTS FINANCIERS

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

0 €

5.2 Effets escomptés non échus

Au 31 décembre 2020, le montant des billets à ordre émis par la société d'affacturage CGA FACTOR et escompté auprès des établissements bancaires d'OBER est de 0.00 euros.
Ce même poste au 31 décembre 2019 était de 0.00 euros.

VI VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Variation des Fonds propres	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Position à l'ouverture de l'exercice	18 489 996 €	18 615 496 €	18 967 786 €
Résultat net de la période	1 140 553 €	1 074 051 €	-900 525 €
Augmentation de capital	0,00 €	0,00 €	0,00 €
VARIATION RESERVES & PRIMES	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Distribution de dividendes	-1 007 205 €	- 718 736 €	0.00 €
VARIATION ANR	- €	- €	- €
VARIATION SUBVENTION INVEST	-7 848 €	-3 025 €	0.00 €
Position à la clôture de l'exercice	18 615 496 €	18 967 786 €	18 067 261 €

VII ENGAGEMENTS HORS BILAN

La provision pour indemnités de départ à la retraite n'est pas comptabilisée en sociale mais figure en engagement hors bilan pour un montant de 377 K€. Le taux d'actualisation retenu est de 0.79 %, le taux de progression annuelle des salaires de 1 %, et les âges de départ à la retraite retenus sont de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non cadres.

VIII REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'information sur les rémunérations n'est pas fournie car cette indication conduirait à identifier la situation donnée d'un des membres de ces organes.

IX AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

La société 3D Distribution a assigné la société Ober en justice en date du 07/07/2016 suite au non-respect de la lettre de confidentialité qui liait les deux sociétés. 3D distribution réclame à Ober le paiement de son fonds de commerce, de ses commissionnements perdus et d'une indemnité pour préjudice d'image et pour préjudice commercial. Ober conteste la violation de cette lettre de confidentialité et les demandes de 3D Distribution. Suite à l'audience tenue le 05/06/2020, le jugement rendu le 10/07/2020 par le TC de Bar le Duc déboute 3D de toutes ses demandes. 3D a fait appel le 05/10/2020.

X EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Poursuite sur 2021 de l'activité partielle mise en place en mars 2020.

XI INFORMATIONS CONCERNANT L'ENTITÉ CONSOLIDANTE

Nom : OBER PARTICIPATIONS
Adresse : 31 Rue de Bar
55 000 Longeville en Barrois
Siren : 481 680 882

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2020

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société OBER,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Caution pour garantir un emprunt de la société Marotte, filiale à 100%

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de Marotte et Président d'OBER SA

Votre société a délivré une caution d'un montant de 1.650.000 euros au profit du CIC en garantie d'un emprunt de la société Marotte. Ce cautionnement a été autorisé par le conseil d'administration lors de sa séance du 1^{er} octobre 2020.

Au 31 décembre 2020, le montant de l'emprunt s'élève à 1.000.000 euros. A la date du présent rapport, l'emprunt est intégralement remboursé.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Marotte de financer son activité.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de compte-courant avec la société OBER Finances, actionnaire d'OBER SA

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président d'OBER Finances et Président d'OBER SA

Votre société et la société OBER Finances ont signé une convention de compte-courant le 23 décembre 2004. Un avenant signé le 4 septembre 2006 prévoit une rémunération de 4% par an.

Au 31 décembre 2020, le compte-courant présente un solde débiteur de 139.481 euros.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à OBER de financer son activité.

Convention de compte-courant avec la société Stramiflex, filiale à 59,89%

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de Stramiflex et Président d'OBER SA

Votre société et la société Stramiflex ont signé une convention de compte-courant le 11 mai 2010, autorisée par le conseil d'administration lors de sa séance du 1er avril 2010. Elle prévoit une rémunération annuelle Euribor +1,9.

Au 31 décembre 2020, le compte-courant présente un solde débiteur de 316.067 euros.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son besoin en fond de roulement.

Convention de compte-courant avec la société Oberflex Tunis, filiale à 98,67%

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, co-gérant d'Oberflex Tunis et Président d'OBER SA

Votre société et la société Oberflex Tunis ont signé une convention de compte-courant, autorisée par le conseil d'administration lors de la séance du 9 juin 2011. Elle prévoit une rémunération au taux annuel de 4%.

Au 31 décembre 2020, le compte-courant présente un solde créditeur de 177.384 euros.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Oberflex Tunis de financer son activité.

Caution personnelle et solidaire pour garantir le financement par escompte accordé à la société Stramiflex, filiale à 59,85%

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de Stramiflex et Président d'OBER SA

Votre société a délivré une caution en garantie du paiement et du remboursement de 60% des sommes (en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires) que la société Stramiflex doit ou devra à la banque UBCI au titre de la ligne de factoring, dans la limite de 600 000 dinars. Ce cautionnement a été mis en place le 31 octobre 2018 et autorisé par le conseil d'administration lors de sa séance du 8 octobre 2018.

Au 31 décembre 2020, le montant du financement accordé à Stramiflex était de 516.701 dinars.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son activité.

Schiltigheim, le 29 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique MEYER